

L'articulation de la dimension sécuritaire et religieuse dans la politique étrangère du Maroc en Afrique subsaharienne : Branding religieux à double face

[The articulation of the security and religious dimension in the foreign policy of Morocco in Sub-Saharan Africa : Double-faced religious branding]

Ahmed IRAQI

Université Abdelmalek Essaâdi, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Tanger, Maroc

Copyright © 2019 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: In Morocco, the religious field and the political sphere are structurally interwoven, thus, the first serves as cement for the action of the second. In this way, Moroccan political diplomacy in sub-Saharan Africa cannot be dissociated from the religious dimension in view of the historical narrowness of the spiritual links between the kingdom and this part of Africa. The Moroccan state has thus built its continental stature and in particular its African foreign policy by relying on two tracks in order to reinvigorate its diplomacy, the first relies on tolerance and religious openness in order to reinforce its image as open to pluralistic dialogue. And the second revolves around the fight against terrorism, in a global context threatened more than ever by security threats.

KEYWORDS: Diplomacy, Morocco, Islam, Tolerance, Security, Terrorism, Sub-Saharan Africa.

RÉSUMÉ: Au Maroc, le champ religieux et la sphère politique sont structurellement imbriqués, ainsi, le premier sert de ciment à l'action du second. Par-là, la Diplomatie politique marocaine en Afrique subsaharienne ne peut être dissociée de la dimension religieuse eue égard à l'étroitesse historique des liens spirituels entre le royaume et cette partie de l'Afrique. L'État marocain a ainsi construit sa stature continentale et notamment sa politique étrangère africaine en s'appuyant sur deux pistes en vue de redynamiser sa diplomatie, la première repose sur la tolérance et l'ouverture religieuse dans le but de renforcer son image en tant que pays ouvert au dialogue pluraliste. Et la deuxième s'articule autour de la lutte antiterroriste, dans un contexte mondial menacé plus que jamais par les menaces sécuritaires.

MOTS-CLEFS: Diplomatie, Maroc, Islam, Tolérance, Sécurité, Terrorisme, Afrique subsaharienne.

1 INTRODUCTION

Au jour d'aujourd'hui, Le système mondial connaît une fragmentation politique, économique et sociale sans précédent dans la mesure où deux courants magistraux s'imposent, sachant que le premier prône l'union et l'intégration à contrario du deuxième qui préconise la séparation et la désagrégation.

Dans cette optique, le Maroc a choisi la première voie avec notamment la réintégration historique de l'Union africaine avant de continuer sur la même logique acculturatrice en demandant d'adhérer à la CEDEAO en tant que membre à part entière. Cependant, un tel choix stratégique repose sur une réflexion approfondie qui n'est autre que l'arbre qui cache la forêt, constat factuel, il convient d'explicitier et d'éclaircir les soubassements de cette orientation à travers la liaison de plusieurs éléments inhérents des mécanismes diplomatiques marocains afin de s'imposer en Afrique, et particulièrement dans un contexte régional où les principaux détracteurs du royaume connaissent une conjoncture difficile.

Ceci dit que l'enjeu a été parfaitement assimilé par les instances dirigeantes marocaines étant donné que la croissance et le développement ne réside plus dans le nord mais demeure plutôt dans le sud. Autrement dit, les clés de la croissance restent entre les mains d'une coopération Sud-Sud élargie loin de toute dépendance économique envers les pays du Nord qui parachevaient depuis très longtemps des accords bilatéraux qui défendaient notablement leurs intérêts avec une donne déséquilibrée au défaveur des nations en voie de développement, entre autres, les pays africains.

S'agissant des moyens mis en œuvre par le royaume dans ce sens, la diplomatie classique qui voyait son ossature basée sur le duo politique-économique a laissé place à une diplomatie moderne, tentaculaire et polymorphe reposant entre autres sur la dimension culturelle, religieuse et sécuritaire. La présente recherche se focalisera plus précisément sur l'articulation de la dimension sécuritaire et religieuse dans la définition de la stratégie marocaine en Afrique subsaharienne.

L'objet de l'étude ayant été explicité, il n'est donc pas étonnant de nous attarder sur les prémices de l'islam prôné par le Maroc, lui valant la mise en œuvre d'une politique unique à cet effet.

2 GENÈSE DE LA POLITIQUE SÉCURITAIRE ET RELIGIEUSE MAROCAINE

Culturellement et sécuritairement parlant, le début des années 2000 a été décisif, étant marqué par deux événements qui ont chamboulé le champ religieux dans le monde et notamment au royaume, à commencer par les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis et l'attaque terroriste du 16 Mai 2003 à Casablanca. Le premier événement a impacté péjorativement l'image de l'islam dans l'occident sachant que l'attaque a été perpétrée par des musulmans radicalisés du mouvement djihadiste Al-Qaïda. L'ampleur grandiose de l'attentat a grandement contribué à faire l'amalgame entre islam et violence, portant ainsi préjudice aux pays musulmans et participant à la montée en puissance de l'islamophobie dans le monde occidental, favorisant de passage la multiplication des discours de haine et de discrimination contre les musulmans.

Le deuxième acte terroriste a été mené par des jeunes marocains extrémistes, ce qui a déclenché le signal d'alerte auprès des autorités marocaines quant au danger de radicalisation des jeunes marocains parallèlement au contexte sécuritaire mondial qui se caractérise par une pique des menaces djihadistes de plus en plus imminente.

Par de-là exactement, le nœud religion-sécurité se forma, devenant par la suite l'une des préoccupations centrales du Royaume et conjuguant de passage la légitimation politique de la religion avec les préoccupations sécuritaires de l'État.

C'est aussi en réaction aux turbulences des années 2000 que le souverain marocain a annoncé la mobilisation outre la restructuration du capital immatériel marocain, en d'autres termes, le capital culturel, à travers la réforme du champ religieux en rapport avec les aspects idéologiques de la pensée islamique dans une dimension externe avec le développement d'une image de tolérance religieuse, et dans une dimension interne par la promotion des conditions sociales et le développement des capacités intellectuelles du personnel religieux, le suivi et l'encadrement dont bénéficient les mosquées.

Le but de ce chantier de réformes spirituelles étant de garantir une gestion sereine et sage de la chose religieuse en partant d'une vision clairvoyante prenant en considération l'évolution multidimensionnelles de la société marocaine tout en restant fidèle aux fondements religieux identitaires singuliers du pays. Ce chantier de réforme religieuse mené par le Roi Mohamed VI représente une expérience unique qui peut bénéficier à d'autres pays soucieux de faire à l'obscurantisme et à l'intégrisme notamment en Afrique subsaharienne.

Enfin, cette initiative a pour objectif de remédier aux enjeux inhérents de l'amalgame naissant entre culte et sécurité dans l'optique de contrer les thèses extrémistes, essentialistes et culturalistes. Dans son discours du trône de 2003, le Roi rappelle ainsi que : « *Depuis quatorze siècles, en effet, les Marocains ont choisi d'adopter l'Islam parce que, religion du juste milieu, il repose sur la tolérance, honore la dignité de l'homme, prône la coexistence et récuse l'agression, l'extrémisme et la quête du pouvoir par le biais de la religion. C'est à la lumière de ces enseignements que nos ancêtres ont édifié une civilisation islamique et un Etat indépendant du Califat du Machrek, se distinguant par son attachement à la commanderie unique des croyants, par son ouverture en matière de culte et par l'exclusivité du rite malékite.*

Les Marocains, en effet, sont restés attachés aux règles du rite malékite qui se caractérise par une souplesse lui permettant de prendre en compte les desseins et les finalités des préceptes de l'Islam, et aussi par son ouverture sur la réalité. Ils se sont employés à l'enrichir par l'effort imaginatif de l'Ijtihad, faisant de la sorte, la démonstration que la modération allait de pair avec l'essence même de la personnalité marocaine qui est en perpétuelle interaction avec les cultures et les civilisations.

Est-il donc besoin pour le peuple marocain, fort de l'unicité de son rite religieux et de l'authenticité de sa civilisation, d'importer des rites culturels étrangers à ses traditions ?

Nous ne le tolérerons pas, d'autant plus que ces doctrines sont incompatibles avec l'identité marocaine spécifique. A ceux qui s'aviseraient de se faire les promoteurs d'un rite étranger à Notre peuple, Nous Nous opposerons avec la vigueur que requiert

le devoir de veiller à la préservation de l'unicité de rite chez les Marocains, réaffirmant ainsi Notre volonté de défendre notre choix du rite malékite, tout en respectant ceux des autres, chaque peuple ayant ses spécificités et ses choix propres. Parce que l'Islam repose sur une invite à la paix, la sécurité et la concorde ». [1]

Dans le sillage de cette redynamisation, et avec l'engouement montant du royaume vis-à-vis les opportunités d'investissement dans le Sud, une articulation importante a commencé à prendre place entre la diplomatie marocaine en Afrique et le capital culturel marocain dépendamment des liens historiques qui lient le royaume avec les pays de l'Afrique subsaharienne dans une dimension purement religieuse. Ceci a été clairement explicité dans le discours royal adressé par le souverain marocain à l'occasion de l'installation du conseil supérieur de la fondation Mohamed VI des oulémas africains :

« C'est une initiative qui traduit la profondeur des liens spirituels qui unissent depuis toujours les peuples africains subsahariens au Roi du Maroc, Amir Al-Mouminine, peuples auxquels nous sommes liés par l'unité de la foi et du rite et par la communauté de patrimoine civilisationnel. Nous la considérons également comme un jalon de plus dans notre orientation stratégique visant à hisser les relations de coopération politique et économique qui unissent le Maroc à un certain nombre d'Etats africains frères, au niveau d'un partenariat solidaire efficace, dans les différents domaines. » [2]

Par conséquent, nous aurions survolé à travers ce qui précède les éléments principaux qui ont construit l'identité religieuse marocaine contemporaine avec comme triade religion, politique et monarchie avant qu'elle ne s'oriente en tant qu'instrument catalyseur vers la promotion de l'image du Royaume en Afrique et en particulier auprès des pays subsahariens partageant la même religion.

3 LE RAYONNEMENT TRANSCONTINENTAL DE LA POLITIQUE SPIRITUELLE DU MAROC EN TANT QUE VECTEUR D'INFLUENCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La mise au diapason du religieux par rapport à la politique internationale du royaume a porté ses fruits à tel point que le royaume est devenu une référence mondiale en terme de tolérance et d'ouverture, influençant par là son dynamisme religieux en Afrique et l'image qu'il s'est construit à cet effet.

L'islam marocain repose fondamentalement et unanimement sur le sunnisme malékite afin de le mettre à l'abri du salafisme international et s'oppose ouvertement à toute forme de discrimination envers les autres religions. Le rite du malékisme évite au royaume tout risque de déchirement confessionnel comme c'est le cas dans plusieurs pays arabes. Utilisé dans sa dimension identitaire séculaire qui renvoyait à l'appartenance au monde musulman, avec un minimum de conséquences sur la politique intérieure, l'Islam est devenu aujourd'hui, à travers de multiples relectures approfondies, un élément fondateur et crucial de la praxis politique, fonctionnant par conséquent comme une source de légitimité du pouvoir, et de délégitimation de ses ennemis politiques, influençant de passage la politique étrangère du pays. Dans cette optique spirituelle, le Maroc a suivi deux pistes en vue de redynamiser sa diplomatie, la première concerne la tolérance et l'ouverture religieuse dans le but de renforcer son image en tant que pays ouvert au dialogue pluraliste et tolérant envers les autres religions et cultures, politique qui va le pousser indéniablement sur le devant de la scène continentale et internationale chaque fois qu'un événement rassemblant des sensibilités religieuses différentes aura lieu. La deuxième initiative s'articule autour de la lutte antiterroriste, dans un contexte mondial menacé plus que jamais par les menaces djihadistes, étant donné que le Royaume est devenu un modèle en la matière.

En définitive, Conscient de ce capital, le Maroc a fait de sa stratégie religieuse intégrée, globale et multidimensionnelle un atout diplomatique en faveur de sa politique étrangère, en particulier en Afrique.

3.1 LA DIPLOMATIE DE TOLÉRANCE RELIGIEUSE

Le Maroc avait envoyé un message fort de tolérance, dans un contexte marqué par la genèse de la haine envers les musulmans notamment après les attentats terroristes du 11 septembre 2001. Dans un tel contexte mouvementé, cinq jours après l'attentat, le royaume avait organisé une cérémonie œcuménique pour rendre hommage aux victimes de l'attentat survenu sur le sol américain. Ainsi, l'évènement servit à signaler la position politique intérieure et extérieure de la monarchie et du gouvernement marocains. En d'autres termes, le royaume exprimait son opposition au terrorisme, sa solidarité politique avec les États-Unis ainsi que son ouverture religieuse.

Dans le même sens d'idée, au-delà du droit de liberté religieuse tel que mentionné à plusieurs reprises dans la loi fondamentale du Maroc:

« La prééminence accordée à la religion musulmane dans ce référentiel national va de pair avec l'attachement du peuple marocain aux valeurs d'ouverture, de modération, de tolérance et de dialogue pour la compréhension mutuelle entre toutes les cultures et les civilisations du monde. » [3]

« L'islam est la religion de l'État, qui garantit à tous le libre exercice des cultes » [3]

« Le Roi, Amir Al Mouminine, veille au respect de l'Islam. Il est le Garant du libre exercice des cultes. » [3]

Ce n'est pas la première fois que le royaume s'est démarqué en tant que modèle de cohabitation harmonieuse entre les différentes religions de par sa diversité religieuse et de tolérance. Le royaume s'est approprié ces valeurs et principes de tolérances historiques depuis des lustres s'inscrivant ainsi dans une continuité historique à l'image de la mobilisation du Roi Mohamed V à la protection de ses citoyens juifs contre la tyrannie du régime de Vichy, allié des nazis, et donc de l'antisémitisme au cours de la 2ème guerre mondiale (1939-1945), à laquelle il faut ajouter la promotion du Roi Hassan II du dialogue entre Arabes et juifs outre sa défense du dialogue entre les religions monothéistes. Il avait aussi, à plusieurs reprises, rendu visite au Saint-Siège, notamment en 1980, où il avait été mandaté par les chefs des États arabes pour dialoguer du statut de Jérusalem avec le Pape avant d'être, un lustre plus tard, le premier chef d'État d'un pays musulman à recevoir et à accueillir le Pape Jean-Paul II en 1985. C'était là, la première fois qu'un souverain pontife se rendait dans un pays musulman, Ces liens se sont consolidés en 1997 à travers l'accréditation d'un ambassadeur résident auprès du Saint-Siège.

Bien au-delà, on retrouve cette dimension d'ouverture à l'ère du sultan Hassan Ier. Ce dernier avait décidé d'envoyer un ambassadeur extraordinaire spécial au Saint-Siège afin de féliciter le Père Lerchundi à l'occasion de son 5ème anniversaire sacerdotal. Cette initiative fut considérée par les historiens comme un événement très particulier, puisqu'il démontrait clairement l'ouverture culturelle du sultan du Maroc. Le Roi Mohammed VI, de son côté, a continué sur la même politique en rendant visite au Saint-Siège dès la première année de son intronisation en 2000 étant donné qu'il conjugue entre différentes staturs auprès du Vatican pour défendre les intérêts d'un État et d'une religion, ainsi, il opère en tant que Commandant des croyants, chef d'État dont la diplomatie avec Saint-Siège a prouvé son ouverture religieuse en plus de chef du Comité Al Qods dont dépend notamment l'Agence Bayt Mal Alqods Acharif dont le siège est sis à Rabat. Le Roi Mohammed VI a ainsi poursuivi et fortifié les efforts de ses prédécesseurs, parmi ses multiples initiatives figure une lettre qu'il a envoyé au pape François afin de le mettre en garde à l'encontre des graves conséquences politiques d'un éventuel accord avec Israël portant sur les biens de l'église catholique à Jérusalem, accord qui allait cautionner les pratiques de colonisation provocatrice perpétrée par Israël.

Pareillement, en 2006, il avait écrit au pape Benoît XVI en réaction à ses injures sur l'islam : « Je m'adresse à vous, en votre qualité de chef de l'Eglise catholique, pour vous prier d'avoir, à l'égard de l'Islam, le même respect que vous vouez aux autres cultes et que l'Islam d'ailleurs voue, lui aussi, aux autres religions célestes, y compris le Christianisme. »

« Il nous incombe, en tant que dépositaires du devoir de diffusion des valeurs de paix, de coexistence et de rapprochement entre les nations et les peuples, de tout mettre en œuvre pour défendre ces nobles idéaux. » [4]

Dans son cercle d'appartenance collective qu'est le monde arabo-musulman, le Maroc se construit une image de défenseur de l'islam. Dans une dimension contemporaine, comme un symbole d'ouverture religieuse, le Maroc compte à son actif deux Musées du judaïsme marocain, considérés comme les seuls musées juifs dans le monde arabe.

Plus que jamais, le Maroc reflète un leadership religieux international sous l'impulsion du souverain actuel, allant jusqu'à la préservation de l'identité religieuse et culturelle des Marocains résidents à l'étranger (MRE) qui sont comptés en millions à travers la mise en place en 2009 du conseil européen des Oulémas marocains.

De nos jours, le Maroc propose un modèle unique de formation à l'islam modéré, étant considéré comme une alternative à l'approche dogmatique et puriste prônée par les entités djihadistes terroristes.

Dans ce cadre, les institutions marocaines d'enseignement religieux ne sont pas des moindres à l'image de l'université Quaraouiyine qui participe activement, depuis des décennies, dans le rayonnement continental de la civilisation islamique par le biais de la mise en œuvre de la politique africaine du Royaume, en assurant la formation religieuse de plusieurs étudiants originaires de pays africains. Dans cette suite, le Roi Mohamed VI a procédé à l'inauguration de l'Institut Mohamed VI pour la formation des Imams, Morchidines et Morchidates en 2015, en vue d'appuyer les efforts consentis jusqu'à présent pour faire barrage à l'islamisme radical.

Fruit de son succès en termes d'éducation aux valeurs de l'islam ouvert et tolérant, plusieurs accords de coopération ont vu le jour entre l'institut et États, imams et prédicateurs venant de pays arabes, d'Afrique Subsaharienne mais aussi d'Europe pour bénéficier d'une formation théologique approfondie conformément aux valeurs spirituelles prônées par le Royaume.

Ainsi, depuis sa création, l'institut a reçu des étudiants originaires de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Guinée Conakry, du Nigéria, du Tchad, de la Tunisie et de la France. Nous notons par-là la forte présence des Pays africains. Dans la suite de la

sphère de formation, le Royaume n'hésite pas à ce titre à détacher et envoyer ses oulémas éminents pour dispenser des conférences dans les mosquées françaises, européennes et d'Afrique subsaharienne, permettant au Royaume d'exercer une forme d'influence douce par le religieux.

L'exemple le plus frappant dans ce cadre fut l'accord signé en 2008 avec certains pays européens pour l'envoi d'imams marocains durant le mois cadré de ramadan pour encadrer les Marocains, afin de lutter contre le l'extrémisme religieux. Le ministère des Habous et des Affaires islamiques envoie ainsi depuis chaque année près de 180 imams en Europe dont une dizaine de prédicatrices, prêcheurs féminins. La plupart d'entre eux sont envoyés en France, en Belgique, en Italie et en Allemagne, d'autres en Espagne et aux Pays-Bas, mais aussi au Danemark, Royaume-Uni, en Suède, en Norvège, en Finlande, en Suisse et au Canada. En Afrique, la même stratégie est adoptée bel évidemment. Le Maroc tend ainsi à perpétuer une tradition historique d'échanges des savoirs religieux et cultuels avec la venue d'étudiants étrangers de pays du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne comme ce fut le cas durant des siècles.

Sur la même voie, il a été procédé à la création de la fondation Mohammed VI des oulémas africains dans l'optique d'unifier les efforts des oulémas musulmans marocains et africains dans le but de promouvoir les valeurs de l'islam tolérant tout en les intégrant dans toute réforme à laquelle est subordonnée toute action de développement dans les pays musulmans africains. Ces réformes courageuses menées par le monarque se sont imposées comme modèle de référence qui peut bénéficier à d'autres pays musulmans, notamment africains, soucieux de faire face aux idées obscurantistes et à l'intégrisme.

Ces efforts considérables ont conséquemment conduit au renforcement des liens cultuels entre les "Tariqas" et les "Zaouïas" de la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et l'institution marocaine de la commanderie des croyants en tant que pivot de la diplomatie religieuse du Maroc.

3.2 LA LUTTE ANTITERRORISTE : DIPLOMATIE SÉCURITAIRE

La dimension parallèle de l'ouverture religieuse marocaine, autrement appelée, "islam marocain" concerne l'aspect sécuritaire dans toutes ses proportions à la fois militaire en terme de préservation de la paix et en particulier en terme de lutte antiterroriste pour contrer le sectarisme. Nous faisons ainsi l'amalgame direct entre extrémisme religieux et terrorisme.

Dans cette période d'insécurité planétaire, le Maroc jouit d'un climat de sécurité unique dans la région grâce aux efforts de vigilance de ses autorités sécuritaires pour déraciner la pensée intégriste, particulièrement après les évènements du 16 Mai 2003. Autrement dit, la sécurité religieuse, à elle seule ne suffit pas, dans l'imminence de la menace, plus que jamais, la lutte antiterroriste devient une nécessité impérieuse. Le Royaume avait ainsi traité la lutte contre la terreur telle une priorité absolue de la stratégie du pays à court et à moyen terme. Décision qui s'est articulée autour d'une multitude d'initiatives sécuritaires qui sont désormais reconnues à l'international en tant qu'exemple à suivre en la matière notamment à travers son approche préventive et anticipative du passage à l'acte terroriste. Nous citerons ainsi la mise en place d'un environnement juridique et institutionnel de lutte contre l'extrémisme et l'adoption d'opérations proactives, outre la création d'un mécanisme de suivi des nouveaux penchants terroristes, avec la conception de ripostes adéquates et anticipatives.

De manière précise, outre l'adoption d'une loi anti-terroriste par la chambre des représentants et la signature d'un accord bilatéral avec les États-Unis sur l'assistance antiterroriste visant la coopération triangulaire en matière de formation sécuritaire afin de renforcer les capacités régionales particulièrement dans le domaine de la formation du personnel des services de sécurité des pays partenaires dans les régions du Maghreb et du Sahel, par la mobilisation de l'expertise mutuelle dans des domaines comme la gestion des crises, la sécurité des frontières et les investigations.

L'initiative marocaine s'est surtout soldée par la création du Bureau central d'investigation judiciaire (BCIJ) en 2015, qualifié de FBI marocain et devenu une référence mondiale et une source de démarcation pour le Maroc dans ce domaine. Depuis 2001, le Maroc a participé dans le démantèlement de dizaines de cellules terroristes que ce soit localement ou à l'étranger sachant qu'il est membre de plusieurs organes de lutte antiterroriste, ce qui lui a permis de mettre en échec plusieurs projets terroristes. Statistiquement, les résultats de la traque anti-terroriste disent tout sur l'efficacité marocaine dans ce sens. Ainsi, le BCIJ a réussi à démanteler, depuis sa création, 49 cellules terroristes, réparties entre 21 cellules en 2015, 19 en 2016 et 9 en 2017. S'agissant des individus arrêtés, ils sont au total de 739 depuis 2015.

Sur une échelle globale, depuis 2001, les services sécuritaires marocains ont démantelé 168 cellules et mis en échec 341 tentatives de passage à l'acte, arrêtant et déférant devant la justice, de passage, 2963 individus. (Statistiques arrêtées en Décembre 2017) Autre preuve de l'efficacité sécuritaire marocaine et de sa réputation réelle, les informations anti-terroristes salvatrices communiquées à d'autres États, dont de grandes puissances, qui ont permis stopper in extremis des projets

d'attentats qui se voulaient dévastateurs. Sur ce registre, les services marocains ont participé à la localisation des terroristes terrés à Saint-Denis, dont l'organisateur présumé des attentats de du 13 Novembre 2015 à Paris.

De même, le Directeur général de la Direction générale des Études et Documentation (DGED) a révélé que les services marocains ont informé les services américains de l'existence du camp de "Khoulden" en Afghanistan qui relevait d'Al Qaïda, ce qui a abouti à sa destruction par les forces de la coalition. Dans le même sens d'idée, des renseignements fournis par les services de renseignement marocain ont permis à l'Espagne, la France, et à la Belgique de démanteler des structures terroristes affiliées au "GICM" créé en 2003.

L'expertise d'anticipation et de prévention des services de renseignement marocains a également fait éviter à la France plusieurs attentats, à l'Italie une attaque terroriste contre le métro de Milan et la Basilique San Petronio, principale église de Bologne. Idem, d'autres pays comme l'Algérie ou le Danemark ont pu bénéficier de cette même précieuse aide.

L'approche sécuritaire marocaine a ainsi su faire preuve d'efficacité par le biais d'une vigilance élargie en fonction de la mutation des risques terroristes en faisant de la prospective son soubassement principal afin d'éradiquer les racines du fanatisme qui met en péril non pas seulement le Maroc, mais toute la région.

La spécificité de ce modèle marocain ne s'articule pas uniquement sur la dimension judiciaire ou sécuritaire, mais associe aussi la dimension religieuse perspicace et une la lutte efficace contre l'exclusion, la précarité et la pauvreté, auxquelles s'additionne l'action d'ouverture démocratique et de réformes économiques, politiques et sociales inclusives qui placent l'individu au cœur de leurs préoccupations.

Ces efforts ont permis au Maroc, fort de son expérience avérée, d'être élu à la coprésidence depuis 2016 du Forum global de lutte contre le terrorisme (GCTF). Il s'agit d'un organe de coopération multilatérale pour le montage d'une stratégie mondiale de lutte antiterroriste.

Ainsi, l'expérience marocaine en termes de prévention contre la menace terroriste ne cesse d'être présentée et adulée à maintes reprises lors de différents événements internationaux liés à cette thématique sécuritaire comme une reconnaissance et un témoignage de la pertinence de son approche holistique particulière non seulement pour garantir sa sécurité interne, mais aussi en faveur de la stabilité et la sécurité dans le monde exacerbant de passage le sentiment de l'islamophobie.

Le Directeur exécutif de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED) de l'organisation des Nations Unies et Sous-Secrétaire général de l'ONU, Jean Paul LABORDE a même avancé que :

« La stratégie du Maroc en matière de lutte anti-terroriste est l'exemple type de ce que nous voulons faire ». [7]

Ces Propos qualifient clairement la politique sécuritaire marocaine comme un modèle et un rempart contre l'extrémisme pour l'organisation onusienne qui construit sa propre stratégie à la base de l'expérience marocaine, par crainte et en réponse au contexte marqué par la recrudescence des attentats djihadistes dans le monde.

Dans cet espace mondial bouillonné par les crises et les conflits face à la menace de l'essor grandissant de groupuscules terroristes en Afrique, faisant d'elle la région du monde qui a connu le plus d'attaques terroristes depuis janvier 2015 comme l'éclaire [la Figure 1] qui illustre parfaitement que, sur les 41 attentats représentés sur la carte, Les mouvements djihadistes DAECH et Boko Haram sont les commanditaires de 28 d'entre eux.

Conséquence des faits, les pays africains auront plus que jamais besoin de l'aide marocaine en matière sécuritaire compte tenu de son expertise reconnue. Dans le même état d'esprit, dans le sillage de cette Diplomatie sécuritaire ciblant l'Afrique en général et l'Afrique subsaharienne en particulier, le royaume a contribué notablement dans la préservation de la sécurité dans la région surtout que la menace terroriste y émanant est aujourd'hui exacerbée par des alliances entre "AQMI" et le Polisario, et par d'autres groupes terroristes, dont le "MUJAO", "Boko Haram", "Al Shabab al-mujahedin" en Somalie et "Ansar Acharia" en Tunisie et en Libye.



Fig. 1. Carte des attaques djihadistes ciblant l'Afrique 2015-2017 [9]

La coopération maroco-africaine a jusqu'ici permis de déjouer un nombre important de projets terroristes visant de hauts responsables de pays africains ainsi que des firmes multinationales qui figurent parmi les cibles prioritaires des attaques, surtout que le continent connaît des menaces en constante évolution vu la fragilité des États, la faiblesse de vigilance et de sécurité au niveau des frontières en plus du développement du banditisme, en particulier au Sahel [Voir Figure 2] outre la vulnérabilité du tissu social notamment les jeunes qui rallient facilement les mouvements djihadistes.

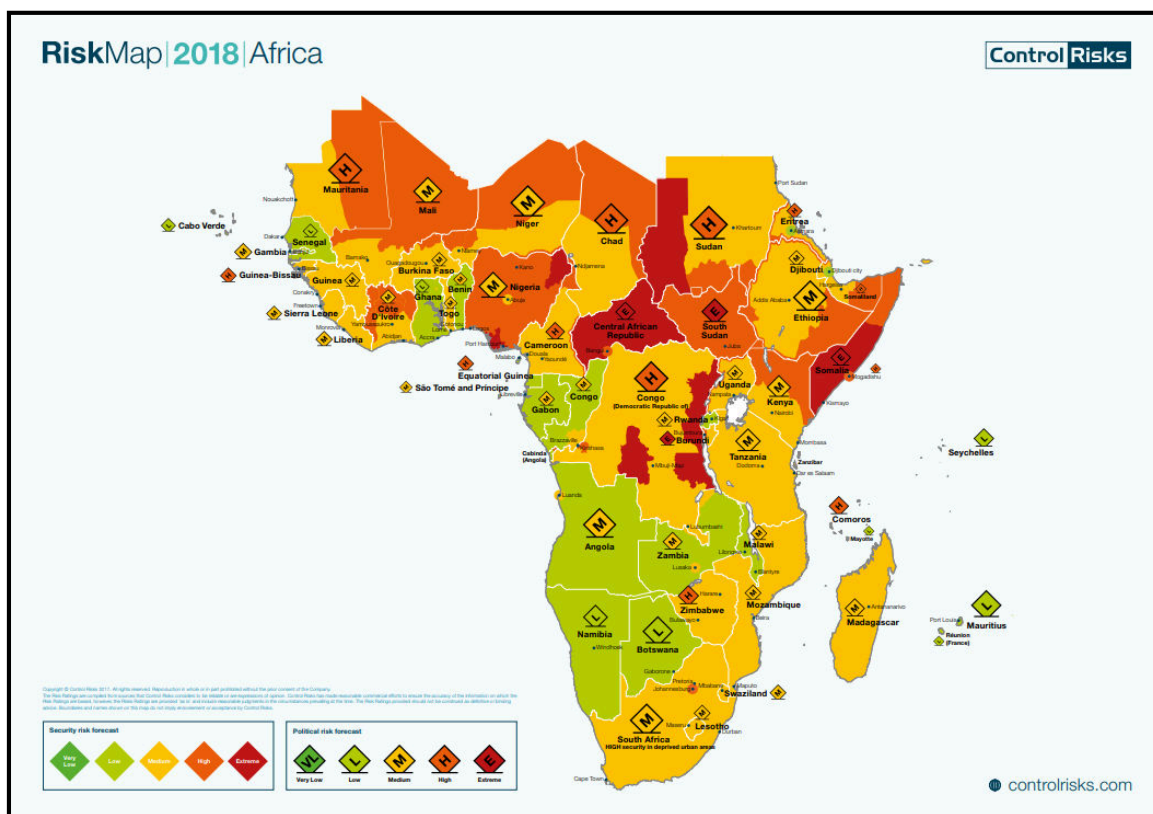


Fig. 2. Carte des risques sécuritaires en Afrique subsaharienne 2018 [10]

Enfin, toute la communauté internationale est interpellée par cette menace terroriste omniprésente et diffuse qui se nourrit entre autres des inégalités croissantes entre les pays les moins développés et les plus développés.

4 ACTIONS MAROCAINES À CARACTÈRE RELIGIEUX SUR LE CONTINENT

L'implication marocaine dans le domaine religieux en Afrique connaît une grande richesse tant en termes de diversité d'activités qu'en termes de distribution géographique. Ainsi, cette panoplie d'activités à vocation religieuse nourrit considérablement la stratégie marocaine en Afrique sur ce volet.

4.1 CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DES MOSQUÉES

Les différentes tournées royales en Afrique ont toujours été l'occasion pour le Roi Mohamed VI de financer et de poser la première pierre pour la construction de plusieurs mosquées dans les pays où les citoyens musulmans sont relativement nombreux. Cela a été le cas par le lancement de l'édification en octobre 2016 de la future mosquée "Mohammed VI" à Dar Es-Salaam en Tanzanie d'une superficie de 7.400 m² comprenant une salle de prière pouvant abriter plus de 5.000 fidèles. Idem, un chantier similaire portant le même nom a été lancé à Conakry la capitale guinéenne en Février 2017, l'édifice s'étendra sur une superficie de 4.040 m² et disposera d'une salle de prière pouvant accueillir plus de 3.000 fidèles. La construction d'une troisième mosquée a été lancée en mars 2017 à Abidjan en côte d'ivoire, également baptisée du nom du souverain, elle sera construite sur une superficie de 25.000 m² et comprendra deux salles de prière séparées pour hommes et femmes afin d'accueillir plus de 7.000 fidèles au total, Parallèlement, le roi avait commandé la restauration d'une autre mosquée à Yamoussoukro, la capitale ivoirienne. Il convient de noter que le budget 2018 du ministère des habous et des affaires islamiques a prévu d'allouer 185 millions de DH à des projets dans des pays africains (construction, entretien et requalification des mosquées).

4.2 FORMATION DU CORPS RELIGIEUX DES PAYS AFRICAINS

Le Maroc s'est distingué sur le continent à travers son référent identitaire prôné par son islam de tolérance, d'ouverture et de paix, dans cette sphère, l'Institut Mohamed VI de formation des imams, prédicateurs et prédicatrices joue un rôle central à

travers la formation des futurs oulémas, imams et prédicateurs entre autres africains. Maintes raisons ont participé à cette initiative unique en son genre à travers le monde, comme l'immunisation du rite malékite prôné par le Royaume, le rayonnement de la diplomatie religieuse marocaine et la consolidation de l'identité religieuse marocaine dans le monde et en particulier en Afrique. Depuis son inauguration en 2015 par le Roi Mohamed VI, chaque année, l'institut reçoit des centaines d'étudiants étrangers, en particulier en provenance des pays d'Afrique de l'ouest, afin de participer dans leur formation et partager le capital religieux marocain comme en témoigne [le Tableau 1] en-dessous.

Tableau 1. Pays africains ayant bénéficié de la formation au sein de l'institut Mohamed VI de formation des Imams, Prédicateurs et Prédicatrices 2016-2017 [17]

Pays	Durée	Groupe/Date de sortie	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
MALI	2 ans	2017 2018	96 100	0 0
GUINÉE CONAKRY	2 ans	2017 2018	97 81	20 0
COTE D'IVOIRE	2 ans	2017 2018	86 100	13 0
NIGÉRIA	3 ou 6 mois	2017	65	10
SÉNÉGAL	2 ans	2017	140	0
TOTAL		808 dont 43 femmes		

Au cours de l'année 2018, l'institut accueillera en son sein, quelques 205 imams maliens, 200 Guinéens, 200 Ivoiriens, 280 Sénégalais et 40 Tchadiens.

4.3 PRIÈRES DU VENDREDI ET DONATIONS D'EXEMPLAIRES DU SAINT-CORAN

Lors de ses multiples déplacements en Afrique, le souverain marocain n'a jamais raté une prière du vendredi après laquelle il fait habituellement don de milliers d'exemplaires du saint-coran édités par la fondation Mohamed VI pour l'édition du Saint coran dans le cadre de l'application de ses hautes instructions relatives à la satisfaction des besoins des mosquées et des instances en charge de la gestion des affaires religieuses des pays d'Afrique de l'Ouest en exemplaires du Coran selon la version warch tenue de Nafiâ.

Nous passerons ainsi en revue des illustrations relativement récentes qui ont été marquées par ce type d'activité royale à connotation religieuse comme ça été le cas lors du don de 10.000 exemplaires du Saint Coran aux instances en charge de la gestion des affaires religieuses de la Guinée en février 2017 à l'issue de la prière du vendredi que le Souverain a accomplie à la mosquée Ahl Sunna Wal Jamaa à Conakry.

La même année, en mars 2017, après la prière du vendredi, le souverain a fait don aux mosquées ivoiriennes de 10.000 exemplaires du Saint Coran, dont 8.000 comportant une traduction en langue française. Ils ont été remis à Aboubacar Fofana, Président du Conseil supérieur des Imams de Côte d'Ivoire. Cela est devenu une tradition et une habitude à chaque déplacement du roi en côte d'ivoire puisqu'il avait déjà fait don de 10.000 exemplaires du Coran aux musulmans de Côte d'Ivoire en juin 2015 après avoir accompli la prière de vendredi avec le Chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara à la Grande mosquée de la Riviera Golf d'Abidjan. De même que lors de sa visite en Côte d'Ivoire en février 2014, le Roi Mohammed VI avait également offert la même quantité d'exemplaires de corans à la communauté musulmane ivoirienne.

En octobre 2016, le Roi a accordé un don de 10.000 exemplaires du Saint Coran au comité religieux de Zanzibar, après avoir accompli en compagnie du Président de Zanzibar, Ali Mohamed Shein, la prière du vendredi à la Mosquée Achoura à Zanzibar, en République unie de Tanzanie.

Pareillement, Le souverain a fait don en mai 2015 de 10.000 exemplaires du Coran aux autorités religieuses du pays après qu'il a accompli la prière du vendredi avec le président de la République sénégalaise Macky Sall à la Grande mosquée de Dakar. Un dernier exemple est celui du don de la même quantité habituelle d'exemplaires du Coran aux mosquées du Mali en Février 2014 à l'issue de la prière du vendredi que le Roi a accomplie avec le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta.

5 CONCLUSION

En somme, l'alliance religieuse et sécuritaire est synonyme de courroies de transmissions de l'islam universaliste, qui est celui de la paix, de la tolérance et de la fraternité. C'est ce qui fait aujourd'hui du Branding religieux marocain une spécificité unique au monde, faisant du Royaume un îlot de sérénité dans un océan de terreur, participant à l'aval dans le rayonnement exceptionnel de son modèle culturel à l'étranger considéré comme ouvert religieusement, modéré et partageant par conséquent un référentiel commun de normes et de valeurs avec l'occident.

Nous synthétisons par ce qui précède que l'action religieuse marocaine en Afrique est autant diversifiée que consolidée notamment par le symbole que tient la prière du vendredi dans l'islam et le fait qu'elle soit calquée dans les déplacements du Roi en Afrique, à cela il faut ajouter les donations du saint-coran donnant par-là une articulation religieuse et diplomatique exemplaire du fait de la particularité du statut du Roi en tant que commandant des croyants ainsi que de la singularité des liens historiques notamment de l'angle de vue religieux entre le Royaume et les pays de l'Afrique de l'ouest.

Enfin, maillon fort de la coopération sécuritaire dans le monde, le Maroc tire ainsi profit de son expertise en la matière afin de l'enraciner en tant que levier et instrument diplomatique dans sa politique étrangère envers ses partenaires africains.

REFERENCES

- [1] Mohamed VI, Discours royal de la Fête du trône, Rabat, Maroc, 2013.
- [2] Mohamed VI, Message royal lors de l'installation du conseil supérieur de la fondation Mohamed VI des oulémas africains, Fès, Maroc, 2016.
- [3] Constitution du Royaume du Maroc, 2011.
- [4] Mohammed VI, Message Royal au Pape Benoît XVI, 2006.
- [5] Y. Abourabi, "Les relations internationales du Maroc : Le Maroc à la recherche d'une identité stratégique", *Le Maroc au présent*, Partie 5, Centre Jacques-Berque, Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines, 569-604, 2015.
- [6] N. Bourita, Allocution lors de la journée de l'Afrique, Rabat, 2017.
- [7] J. P. Laborde, 7^{ème} Réunion ministérielle du forum mondial de lutte contre le terrorisme, 2016.
- [8] B. Lukan, "Les particularités de l'islam marocain", *Clio*, 2000.
- [9] E. Hervé, Rencontre avec X : Les entreprises face à l'extension du terrorisme en Afrique - Etat des lieux et gestion du risque, eha-consulting.com, 2017.
- [10] RiskMap Africa, 2018. [Online] Available: <https://cdn-prd-com.azureedge.net/-/media/corporate/files/riskmap-2018/maps/riskmap-2017-map-regions-africa-a3.pdf?modified=20171207113358>
- [11] Régragui, La diplomatie publique marocaine : une stratégie de marque religieuse ?, édition l'harmattan, 2014.
- [12] M. Tozy, "Monarchie et islam politique au Maroc", Paris, *Presses de Sciences PO*, 1999.
- [13] M. Tozy, "L'évolution du champ religieux marocain au défi de la mondialisation", *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 16, N. 1, 63-81, 2009.
- [14] Mohamed VI, Discours royal du 14^{ème} Anniversaire de la Marche verte, Dakar, Sénégal, 2016.
- [15] Mohamed VI, Message royal lors de la commémoration des attentats du 11 septembre 2001, Rabat, Maroc, 2001.
- [16] Mohamed VI, Discours royal lors du sommet des dirigeants sur la lutte contre l'EIL et l'extrémisme violent, NewYork, USA, 2015.
- [17] Institut Mohammed VI pour la formation des Imams, prédicateurs et prédicatrices, 2018. [Online] Available : <http://www.habous.gov.ma/fr/institut-mohammed-vi-de-formation-des-imams-pr%C3%A9dicateurs-et-des-pr%C3%A9dicatrices/658-actualit%C3%A9s-institut-formation-imams-morchidates>.